

## JAPON

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### **Réduire le soutien à la production agricole (2005, 2007, 2009)**

**Recommandations** : réduire le niveau du soutien à l'agriculture, tout en privilégiant les aides directes aux exploitants par rapport au soutien des prix du marché, afin de réduire les effets de distorsion induits sur la production.

**Mesures prises** : le gouvernement a mis en place trois nouveaux dispositifs de paiements directs en 2007, à savoir une aide fondée sur la superficie antérieurement plantée, des paiements au titre de la production (dont le montant varie en fonction de la qualité des produits) et une indemnité destinée à compenser la perte de revenus, dans le cadre des efforts déployés en vue de mieux cibler l'aide sur les exploitations les plus efficaces.

#### ► **Réformer la législation sur la protection de l'emploi relative aux contrats réguliers (2005, 2007, 2009)**

**Recommandations** : réduire la protection de l'emploi relative aux travailleurs réguliers tout en élargissant le champ d'application du système d'assurance sociale, afin qu'il couvre davantage de travailleurs non réguliers, et atténuer ainsi l'écart de coûts de main-d'œuvre entre ces deux catégories.

**Mesures prises** : une loi de 2008 vise à assurer un traitement plus équilibré des travailleurs réguliers et non réguliers, mais elle risque de dissuader les employeurs d'embaucher dans la deuxième catégorie.

#### ► **Poursuivre la libéralisation des services (2005, 2007, 2009)**

**Recommandations** : renforcer la politique de la concurrence et infliger des peines plus lourdes en cas d'infraction. Assouplir les restrictions à l'entrée et les règles d'urbanisme. Promouvoir la concurrence dans les industries de réseau en améliorant le cadre d'interconnexion, en séparant les activités verticalement intégrées et en créant des organismes de régulation indépendants. Faciliter l'entrée des travailleurs étrangers.

**Mesures prises** : une version renforcée de la loi antimonopoles a pris effet en 2006. Deux accords de 2008 permettent à certains travailleurs étrangers dans le secteur des soins infirmiers et des soins à la personne d'exercer leurs activités au Japon à titre temporaire. Néanmoins, de nouvelles règles d'urbanisme limitent l'implantation des grandes surfaces commerciales dans les zones suburbaines. Aucune mesure n'a été prise dans les industries de réseau.

### Autres grandes priorités

#### ► **Lever les restrictions à l'investissement étranger (2005, 2007, 2009)**

**Recommandations** : veiller à ce que le marché des fusions et acquisitions soit pleinement ouvert à toutes les sociétés étrangères et limiter les restrictions aux prises de participations étrangères fondées sur des motifs stratégiques et de sécurité nationale.

**Mesures prises** : la révision de la loi sur les sociétés, ainsi que la décision de 2007 d'autoriser le report de l'impôt sur les plus-values dû au titre des opérations transnationales de fusion et d'acquisition, facilite ces transactions en permettant les « fusions triangulaires ».

#### **Réformer le système d'imposition (2009)**

**Recommandations** : la fiscalité indirecte devrait jouer un rôle accru dans le système d'imposition en tant que source de recettes, et il faudrait abaisser le taux de l'impôt sur les sociétés, élargir l'assiette des impôts directs et renforcer l'imposition de la propriété.

**Mesures prises** : aucune.

#### **Améliorer le cadre de l'innovation (2007)**

**Recommandations** : encourager l'innovation en améliorant ses conditions cadres. Renforcer le système d'enseignement en allégeant encore la réglementation et en supprimant les obstacles à l'entrée pour les universités étrangères.

**Mesures prises** : le Plan « Innovation 25 » de 2007 favorise la mobilité des chercheurs, élargit le recours à la mise en concurrence pour l'attribution des bourses de recherche, et allonge la durée des visas accordés aux chercheurs étrangers.

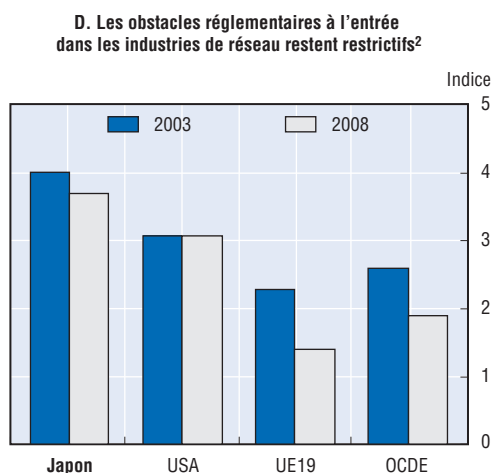
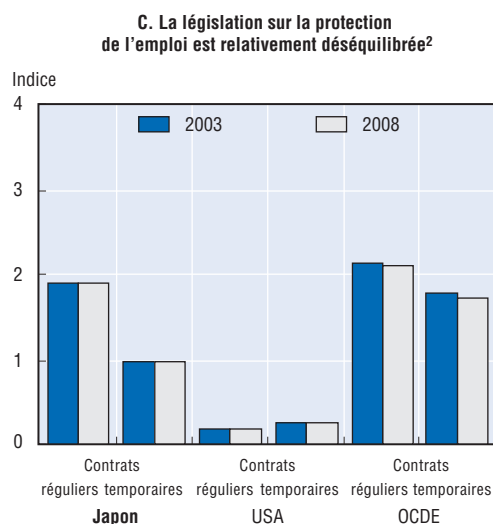
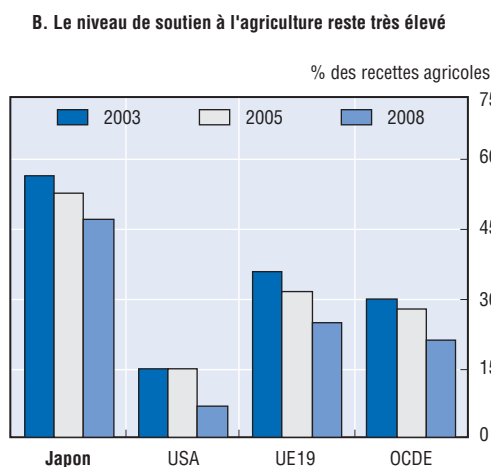
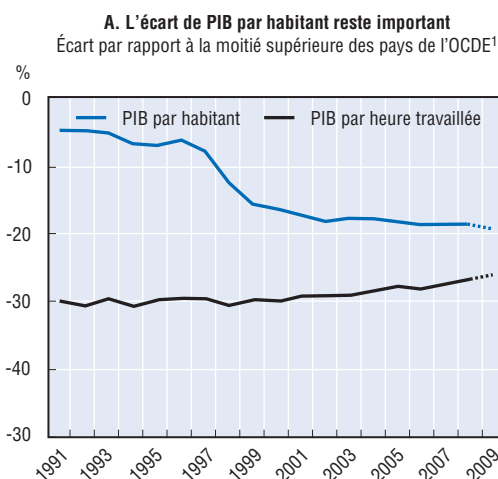
#### **Réformer le secteur financier (2005)**

**Recommandations** : régler le problème des prêts improductifs, imposer aux banques de renforcer leurs fonds propres et revoir à la baisse le rôle des établissements financiers publics.

**Mesures prises** : les grandes banques ont sensiblement réduit leur encours de créances improductives. Cinq établissements financiers publics ont été regroupés pour former la Japan Finance Corporation en 2008, et l'ampleur de leurs activités a été réduite avant la crise financière.


## JAPON

- L'écart de revenu par rapport aux pays les mieux placés a continué à se creuser quelque peu, les gains de productivité ayant été compensés par une diminution de l'apport en main-d'œuvre.
- Certains progrès ont été accomplis dans les domaines prioritaires. Des paiements directs aux agriculteurs ont été mis en place et la loi antimonopole a été renforcée. En outre, des mesures ont été prises pour faciliter les opérations transnationales de fusion et d'acquisition et améliorer le cadre de l'innovation. Néanmoins, les initiatives adoptées ont été des plus limitées dans le domaine de la fiscalité et de la réglementation des industries de réseau. Globalement, le rythme des réformes a été lent.
- Dans d'autres domaines, des réformes ont été mises en œuvre récemment dans le secteur financier.



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple de la moitié supérieure du classement des pays de l'OCDE en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005). Pour 2009, les écarts sont des estimations de l'OCDE, fondées sur le n° 86 des *Perspectives économiques de l'OCDE*.
2. Indice variant sur une échelle de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.

Sources : graphique A : OCDE, *Bases de données des Comptes nationaux et du n° 86 des Perspectives économiques* ; graphique B : OCDE, *Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs* ; graphique C : OCDE *Base de données des Perspectives de l'emploi* ; graphique D : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/811434064430>